

Bloc-notes de L?Opinion, "Dorénavant tout sera comme d'habitude", 27 avril 2017



[Télécharger l'article](#) ^[1]

Dorénavant tout sera comme d'habitude

Le succès d'Emmanuel Macron à ce premier tour de l'élection présidentielle s'est fait, une fois de plus, sur le thème du changement et du renouveau. Bien entendu, il y a une grande part d'artifice dans le procédé puisque l'intéressé a été près de deux ans ministre de l'Economie de François Hollande, après avoir été pendant trois ans son conseiller économique.

Le renouveau est devenu un critère incontournable pour se faire élire? : c'est Pierre Poujade qui l'avait inauguré en 1956 avec le slogan « sortez les sortants ». La technique a été améliorée talentueusement par Valéry Giscard d'Estaing en 1974, dont le slogan de campagne était « le changement sans le risque ». La tactique consistait, tout en étant dans la majorité sortante, à se distancier du chef de l'exécutif, en conservant, avec quelques nuances, les mêmes équipes. Même Lionel Jospin, en 1995, se voulait « le Président du vrai changement ». En 2007, Nicolas Sarkozy a pris ses distances avec Jacques Chirac avec un grand succès en se déclarant carrément « pour la rupture ».

Eternelle nouveauté. Il faut s'interroger sur l'appétit des Français pour cette éternelle nouveauté, purement formelle car rien n'est demandé sur le fond? : le programme électoral est à peine consulté. C'est un syndrome qui rappelle Le Guépard de Lampedusa? : « Il faut que tout change pour que tout demeure ».

Curieusement, quand il s'est agi d'un vrai changement comme en 1958, le général De

Gaule déclarait « cette république dont on dit qu'elle est la cinquième, elle est en réalité toujours la même ». Il est vrai que l'opposition qualifiait alors le Général de factieux et que la France était dans une situation si grave qu'il fallait la rassurer.

Le général de Gaulle avait été réélu à 75 ans? : on ne l'imagine plus aujourd'hui, peut-être parce qu'il y a eu mai 1968 derrière

Ce désir de renouvellement s'accompagne d'une ovation pour la jeunesse qui, elle, vote plutôt pour les extrêmes ou s'abstient. L'âge moyen des Français augmente de plus en plus vite, leur santé et leur espérance de vie ne cessent de s'améliorer et les plus de 65 ans représentent environ 45% du corps électoral. L'expérience est donc de peu de poids comme l'élection de François Hollande, qui ne fut jamais ministre avant d'être président, l'a prouvé et comme son quinquennat en aura démontré l'inconvénient.

Le général de Gaulle avait été réélu à 75 ans : on ne l'imagine plus aujourd'hui, peut-être parce qu'il y a eu Mai 68 derrière. Certains préconisent, en outre, pour toutes les élections de limiter le nombre de mandats successifs, même si la gestion de la société est de plus en plus complexe. Il n'y a que les fonctionnaires qui peuvent continuer à gérer leurs services ou à occuper leurs fonctions jusqu'à la retraite, ce qui leur donne un avantage de compétence.

Coup de cœur. Nous vivons dans la société de l'immédiat et de l'émotion, les décisions se prennent sur un coup de cœur qui ne dure pas. Six mois après son élection, François Hollande était déjà devenu impopulaire. Dépasser le clivage de la gauche et de la droite est séduisant, mais les institutions ne permettent même pas qu'elles travaillent ensemble. Avec ses frondeurs, le Parti socialiste a fait, à son détriment, l'expérience du caractère nécessairement autoritaire des majorités sous la Vème République.

En 2001, le PS et l'UMP ont décidé de coupler l'élection présidentielle avec les élections législatives. Le résultat est non seulement l'effacement aggravé du Parlement mais le renforcement du pouvoir personnel du Président de la République. La gauche et la droite vont mesurer cette année les conséquences de leur choix, au-delà de leurs illusions.

Les élections législatives vont, pour la première fois, avoir lieu sans que des candidats ne puissent cumuler un mandat parlementaire avec un mandat local. Même si je trouve cette règle raisonnable, le Front national en tirera profit le premier car ses adversaires auront perdu le bénéfice de leur implantation locale.

Le refus de faire barrage à Marine Le Pen pèsera durablement dans notre vie politique et aura également un retentissement international nuisible à notre pays.

Ainsi l'absence de réflexion et, à l'exception de Jean-Luc Mélenchon, du moindre débat sur l'Etat et les institutions qui a caractérisé cette campagne électorale, se retourne contre ses protagonistes : la logique des institutions continuera de s'imposer. « Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne connaît le port », disait Sénèque.

Train-train. Les primaires sont mortes, chacun l'a compris. Elles dévitalisaient les partis politiques, faisaient la part belle aux lobbies et surtout elles figeaient trop tôt des équilibres politiques inévitablement instables. Le succès a couronné les meilleurs acteurs et non pas ceux qui posent les vrais problèmes. Aujourd'hui les partis politiques ont repris leur train-train et leurs pratiques opaques. Déjà les futurs candidats à l'élection présidentielle de 2022 se bousculent dans l'antichambre. A droite, le Bureau politique de LR n'a pas été autorisé à

voter pour décider ou non du vote Macron contre le Front national. A gauche, Jean-Luc Mélenchon refuse de se prononcer.

Or Marine Le Pen fera sans doute un bien meilleur score que son père en 2002 : le refus de lui faire barrage pèsera durablement dans notre vie politique et aura également un retentissement international nuisible à notre pays. Comme le conseillent les Ecritures, « que votre oui soit oui, que votre non soit non » !

Le paradoxe pourrait bien être que l'homme qui voulait réunir la gauche et la droite, les réunisse contre lui, retardant encore davantage les indispensables réformes.

Je ne sous-estime pas l'habileté du futur Président de la République qui tentera déjà de se manifester par la composition de son premier gouvernement en vue de paralyser les futures oppositions. Mais il n'en reste pas moins que son élection serait d'abord le produit d'un double rejet, des partis de droite et de gauche. Or, on ne construit pas une majorité sur un rejet, avec Robert Hue et Alain Madelin. La future Assemblée nationale court non seulement le risque de ne pas avoir de majorité stable, mais même d'avoir des majorités négatives. Le paradoxe pourrait bien être que l'homme qui voulait réunir la gauche et la droite, les réunisse contre lui, et retarde encore davantage les indispensables réformes. Le hollandisme continue !

Tags:

[Macron](#) [2]

[Hollande](#) [3]

[institutions](#) [4]

categories:

[Avenir de la Droite](#) [5]

[Bloc Notes L'Opinion](#) [6]

[Institutions](#) [7]

[France](#) [8]

[Dans la presse](#) [9]

[Tweet](#) [10]

Friday, 28 April 2017

Source URL (retrieved on 04/10/2020 - 20:06): <http://www.patrickdevedjian.fr/bloc-notes-de-l%E2%80%99opinion-dor%C3%A9navant-tout-sera-comme-dhabitude-27-avril-2017/939>

Links:

[1]

<http://www.patrickdevedjian.fr/sites/default/files/Bloc%20notes%20de%20L%27Opinion%20Dor%C3%A9navant%20>

[2] <http://www.patrickdevedjian.fr/tags/macron>

[3] <http://www.patrickdevedjian.fr/tags/hollande>

[4] <http://www.patrickdevedjian.fr/tags/institutions>

[5] <http://www.patrickdevedjian.fr/blog/avenir-de-la-droite>

[6] <http://www.patrickdevedjian.fr/blog/bloc-notes-lopinion>

[7] <http://www.patrickdevedjian.fr/blog/institutions>

[8] <http://www.patrickdevedjian.fr/blog/france>

[9] <http://www.patrickdevedjian.fr/blog/dans-la-presse>

[10] <http://twitter.com/share>